Parlement européen
2024-2029

Commission des affaires étrangères

2025/2179(INI)

5.3.2026

AMENDEMENTS
1 - 195

Projet de rapport
Hannah Neumann
(PE778.365v01-00)

Lutte contre la répression transnationale – vers une stratégie de l'Union pour protéger la souveraineté et les valeurs démocratiques de l'Europe
(2025/2179(INI))

Amendement 1
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Visa 1

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu les valeurs fondatrices de l'Union ***européenne*** que sont la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit et le respect des droits de l'homme,	– vu ***l'article 2 du traité sur l'Union européenne (traité UE), qui consacre*** les valeurs fondatrices de l'Union que sont la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit et le respect des droits de l'homme***, y compris les droits des personnes appartenant à des minorités***,

Or. en

Amendement 2
Alexander Sell

Proposition de résolution
Visa 1 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu l'article 4, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne,

Or. en

Amendement 3
Alexander Sell

Proposition de résolution
Visa 1 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu l'article 72 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (traité FUE),

Or. en

Amendement 4
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Visa 2

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu la hausse du nombre ***d'actes*** de répression transnationale et la responsabilité qui incombe aux États membres de protéger toutes les personnes résidant sur leur territoire,	– vu la hausse du nombre ***de cas déclarés*** de répression transnationale et la responsabilité qui incombe aux États membres de protéger toutes les personnes résidant sur leur territoire,

Or. en

Amendement 5
António Tânger Corrêa, Jaroslav Bžoch

Proposition de résolution
Visa 3 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu l'article 4, paragraphe 2, du traité UE, qui dispose que la sécurité nationale reste de la seule responsabilité de chaque État membre, et l'article 5 du traité UE relatif aux principes d'attribution, de subsidiarité et de proportionnalité,

Or. en

Amendement 6
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Visa 4 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la déclaration universelle des

droits de l'homme,

Or. en

Amendement 7
António Tânger Corrêa, Jaroslav Bžoch

Proposition de résolution
Visa 7

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu la résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations unies du 4 avril 2025 intitulée «Défenseurs des droits humains et technologies nouvelles et émergentes: protéger les défenseurs et défenseuses des droits humains à l'ère du numérique», et celle du 1er juillet 2025 intitulée «Champ d'action de la société civile»;	***supprimé***

Or. en

Amendement 8
Michał Kobosko, Hilde Vautmans, Dan Barna, Engin Eroglu, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Visa 7 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la déclaration d'un groupe d'experts indépendants des Nations unies en matière de droits de l'homme, exprimant sa préoccupation quant à la prolifération des procès par contumace[1 bis], publiée le 22 janvier 2025,
	[1 bis] https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/01/belarus-un-experts-alarmed-about-widespread-absentia-trials

Or. en

Amendement 9
Michał Kobosko, Hilde Vautmans, Dan Barna, Engin Eroglu, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Visa 7 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le rapport du Rapporteur spécial des Nations unies du 22 juillet 2025 sur la situation des droits de l'homme au Bélarus,
	1 bis
	https://www.ohchr.org/fr/documents/country-reports/a80217-situation-human-rights-belarus

Or. en

Amendement 10
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Visa 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la déclaration du Haut-Commissaire aux droits de l'homme du 13 janvier 2025 sur l'amélioration de la protection des défenseurs des droits de l'homme,

Or. en

Amendement 11
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Visa 9

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu la publication intitulée «Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: mise en œuvre du cadre de référence "protéger, respecter et réparer" des Nations unies», approuvée dans la résolution 17/4 du Conseil des droits de l'homme des Nations unies du 16 juin 2011,	***supprimé***

Or. en

Amendement 12
Engin Eroglu, Helmut Brandstätter, Marjan Šarec, Lucia Yar, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Visa 9 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et les rapports du Haut-Commissaire et du Secrétaire général «A/HRC/60/62: Coopération avec l'Organisation des Nations unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme — Rapport du Secrétaire général» de septembre 2025,

Or. en

Amendement 13
António Tânger Corrêa, Jaroslav Bžoch

Proposition de résolution
Visa 11

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu les conclusions du Conseil du 27 janvier 2025 sur les priorités de l'Union en 2025 dans les enceintes des	***supprimé***

Nations unies compétentes en matière de droits de l'homme,

Or. en

Amendement 14
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Visa 11 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu les conclusions du Conseil du 30 janvier 2026 sur les priorités de l'Union en 2026 dans les enceintes des Nations unies compétentes en matière de droits de l'homme,

Or. en

Amendement 15
António Tânger Corrêa, Jaroslav Bžoch

Proposition de résolution
Visa 13

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu le règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques)[3],	***supprimé***
[3] JO L 277 du 27.10.2022, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2022/2065/oj.	

Or. en

Amendement 16
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Visa 13

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu le règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques)[3],	***supprimé***

[3] JO L 277 du 27.10.2022, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2022/2065/oj.

Or. en

Amendement 17
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Visa 13

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu le règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques)[3],	***supprimé***

[3] JO L 277 du 27.10.2022, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2022/2065/oj.

Or. en

Amendement 18
Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Visa 13 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu sa résolution du 9 mars 2022 sur l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'Union européenne, y compris la désinformation,

Or. en

Amendement 19
Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Visa 13 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu sa résolution du 1er juin 2023 sur l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'Union européenne, y compris la désinformation,

Or. en

Amendement 20
Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Visa 13 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu les travaux de la commission spéciale sur le bouclier européen de la démocratie du Parlement européen,

Or. en

Amendement 21
António Tânger Corrêa, Jaroslav Bžoch

Proposition de résolution
Visa 14

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu la directive (UE) 2024/1760 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et modifiant la directive (UE) 2019/1937 et le règlement (UE) 2023/2859[4],	***supprimé***
[4] JO L, 2024/1760, 5.7.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/dir/2024/1760/oj.	

Or. en

Amendement 22
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Visa 14

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu la directive (UE) 2024/1760 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et modifiant la directive (UE) 2019/1937 et le règlement (UE) 2023/2859[4],	***supprimé***
[4] JO L, 2024/1760, 5.7.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/dir/2024/1760/oj.	

Or. en

Amendement 23
António Tânger Corrêa, Jaroslav Bžoch

Proposition de résolution
Visa 15

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu le rapport annuel de l'Union européenne de 2024 sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde,	***supprimé***

Or. en

Amendement 24
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Visa 15

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu le rapport annuel de l'Union européenne de 2024 sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde,	– vu le rapport annuel de l'Union européenne de 2024 ***et 2025*** sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde,

Or. en

Amendement 25
António Tânger Corrêa, Jaroslav Bžoch

Proposition de résolution
Visa 16

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu la communication de la Commission du 12 novembre 2025 intitulée «Une stratégie de l'Union pour la société civile» (COM(2025)0790),	***supprimé***

Or. en

Amendement 26
Mariusz Kamiński, Małgorzata Gosiewska

Proposition de résolution
Visa 17

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu sa recommandation du 15 juin 2023 à l'intention du Conseil et de la Commission à la suite de l'enquête sur les allégations d'infraction et de mauvaise administration dans l'application du droit de l'Union lors de l'utilisation de Pegasus et de logiciels espions de surveillance équivalents[5],	***supprimé***
[5] JO C, C/2024/494, 23.1.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2024/494/oj.	

Or. pl

Amendement 27
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Visa 17

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu sa recommandation du 15 juin 2023 à l'intention du Conseil et de la Commission à la suite de l'enquête sur les allégations d'infraction et de mauvaise administration dans l'application du droit de l'Union lors de l'utilisation de Pegasus et de logiciels espions de surveillance équivalents[5],	***supprimé***
[5] JO C, C/2024/494, 23.1.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2024/494/oj.	

Or. en

Amendement 28
Tomasz Froelich

Proposition de résolution

Visa 18

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu la communication conjointe de la Commission et de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité du 12 novembre 2025 intitulée «Bouclier européen de la démocratie: renforcer la position de démocraties fortes et résilientes» (JOIN(2025) 791 final),	***supprimé***

Or. en

Amendement 29
António Tânger Corrêa, Jaroslav Bžoch

Proposition de résolution
Visa 18

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu la communication conjointe de la Commission et de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité du 12 novembre 2025 intitulée «Bouclier européen de la démocratie: renforcer la position de démocraties fortes et résilientes» (JOIN(2025) 791 final),	***supprimé***

Or. en

Amendement 30
Mariusz Kamiński, Małgorzata Gosiewska

Proposition de résolution
Visa 18

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu la communication conjointe de la Commission et de la haute représentante de l'Union pour les affaires	***supprimé***

étrangères et la politique de sécurité du 12 novembre 2025 intitulée «Bouclier européen de la démocratie: renforcer la position de démocraties fortes et résilientes» (JOIN(2025) 791 final),

Or. pl

Amendement 31
António Tânger Corrêa, Jaroslav Bžoch

Proposition de résolution
Visa 19

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu la communication conjointe de la Commission et de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité du 5 juin 2025 intitulée «Une stratégie numérique internationale pour l'Union européenne» (JOIN(2025) 140 final),	***supprimé***

Or. en

Amendement 32
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Visa 19 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu sa résolution du 22 janvier 2026 sur la répression brutale des manifestants en Iran[5 bis],
	[5 bis] Textes adoptés de cette date, P10_TA(2026)0023.

Or. en

Amendement 33
Engin Eroglu, Helmut Brandstätter, Marjan Šarec, Lucia Yar, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Visa 19 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la décision de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) d'octobre 2022 dans l'affaire Liu c. Pologne,

Or. en

Amendement 34
António Tânger Corrêa, Jaroslav Bžoch

Proposition de résolution
Visa 20

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu sa résolution du 13 novembre 2025 sur la lutte contre la répression transnationale des défenseurs des droits de l'homme[6],	***supprimé***
[6] Textes adoptés de cette date, P10_TA(2025)0258.	

Or. en

Amendement 35
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Visa 20 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu sa résolution du 21 janvier 2026 sur la lutte contre l'impunité au moyen de sanctions de l'Union, y compris le régime mondial de

sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme (la «loi Magnitsky de l'Union»),

Or. en

Amendement 36
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Visa 21 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le Statut de l'Organisation internationale de police criminelle (O.I.P.C.-INTERPOL), en particulier l'article 2, qui impose à l'organisation d'agir dans l'esprit de la déclaration universelle des droits de l'homme,

Or. en

Amendement 37
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Visa 21 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu sa résolution du 8 mai 2025 sur les violations de la liberté religieuse au Tibet[7 bis],
	[7 bis] Textes adoptés de cette date, P10_TA(2025)0097.

Or. en

Amendement 38
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Visa 21 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu sa résolution du 23 novembre 2022 sur la désignation de la Fédération de Russie comme État soutenant le terrorisme[7 ter],
	[7 ter] Textes adoptés de cette date, P9_TA(2022)0405.

Or. en

Amendement 39
Petar Volgin

Proposition de résolution
Visa 23 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le rapport provisoire de la commission judiciaire de la Chambre des représentants des États-Unis du 25 juillet 2025, intitulé «The Foreign Censorship Threat: How the European Union's Digital Services Act Compels Global Censorship and Infringes on American Free Speech» («La menace de la censure étrangère: comment la loi sur les services numériques de l'Union impose une censure mondiale et porte atteinte à la liberté d'expression américaine»),

Or. en

Amendement 40
Petar Volgin

Proposition de résolution

Visa 23 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le rapport provisoire de la commission judiciaire de la Chambre des représentants des États-Unis du 3 février 2026, intitulé «The Foreign Censorship Threat, Part II: Europe's Decade-Long Campaign to Censor the Global Internet and How it Harms American Speech in the United States» («La menace de la censure étrangère, partie II: la campagne menée depuis dix ans par l'Europe pour censurer l'internet mondial et la manière dont elle nuit à la liberté d'expression des Américains aux États-Unis»),

Or. en

Amendement 41
Tomasz Froelich

Proposition de résolution
Visa 28

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu le rapport annuel publié par le ministère fédéral allemand de l'intérieur en juin 2025 intitulé «Verfassungsschutzbericht 2024»,	***supprimé***

Or. en

Amendement 42
Mariusz Kamiński, Małgorzata Gosiewska

Proposition de résolution
Visa 28

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu ***le rapport annuel publié*** par ***le***	– vu ***les rapports des services des***

ministère fédéral allemand de l'intérieur en juin 2025 intitulé «Verfassungsschutzbericht 2024»,	***pays de l'Union européenne ainsi que de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni, des États-Unis et du Canada faisant état du recours systématique à la répression transfrontière*** par ***des régimes autoritaires tels que la Chine, la Russie et la Biélorussie***,
	Or. pl

Amendement 43
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Visa 28 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu l'enquête «China Targets» du Consortium international des journalistes d'investigation[9 bis],
	9 bis ***https://www.icij.org/investigations/china-targets/***
	Or. en

Amendement 44
Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Visa 30 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le rapport de recherche publié par The International Strategic Action Network for Security en septembre 2025, intitulé «Transnational repression in Belarus: a brutal tool of the persecution of dissent by the Lukashenka regime» (Répression transnationale en

Biélorussie:un outil brutal de persécution des dissidents par le régime de Lukashenka),

Or. en

Amendement 45
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant -A (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	-A. considérant que la répression transnationale est un phénomène bien documenté et croissant, qui s'inscrit dans un contexte difficile marqué par la détérioration des droits de l'homme, les restrictions des libertés fondamentales et de l'espace civique, et le comportement de plus en plus affirmé de certains régimes autoritaires;

Or. en

Amendement 46
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant -A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	-A bis. considérant qu'il n'existe pas de définition universellement adoptée de la répression transnationale et que les données officielles restent limitées, ce qui pose des défis en matière de prévention, d'identification et de réponses politiques efficaces; que la répression transnationale représente un défi direct pour la souveraineté, les valeurs démocratiques et la sécurité de l'Europe et qu'elle nécessite, pour faire face à cette

menace de manière efficace, une réponse ferme, coordonnée et stratégique aux niveaux national et de l'Union;

Or. en

Amendement 47
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, portant ***ainsi*** atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit ***et*** à la souveraineté des États d'accueil;	A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières ***et commettent des actes en dehors de leur juridiction territoriale*** pour intimider, réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, portant atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit***,*** à la souveraineté ***et à la sécurité*** des États d'accueil; ***que la répression transnationale est une continuation des violations des droits de l'homme dans les pays d'origine; que l'augmentation des violations des droits de l'homme dans les pays d'origine va souvent de pair avec l'augmentation de l'activité de répression transnationale à l'étranger;***

Or. en

Amendement 48
Mariusz Kamiński, Małgorzata Gosiewska

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que la répression transnationale ***est*** une pratique délibérée par laquelle des États ou ***leurs mandataires traversent les*** frontières pour intimider, réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes ***établis*** à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, portant ainsi atteinte ***aux*** droits fondamentaux ***de l'homme***, ***à la participation démocratique, à*** l'état de droit ***et à*** la souveraineté des États d'accueil;	A. considérant que la répression transnationale ***constitue*** une pratique délibérée par laquelle des États, ou ***des entités agissant en leur nom, dépassent leurs propres*** frontières ***et entreprennent des actions au-delà de leur compétence territoriale, ainsi que des mesures sur leur territoire ayant des effets transfrontières,*** pour intimider, réduire au silence***, exercer des pressions*** ou contraindre des personnes ou des groupes ***résidant*** à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, portant ainsi atteinte ***à leurs*** droits ***humains*** fondamentaux ***et à leur capacité à participer démocratiquement, et violant*** l'état de droit***,*** la souveraineté ***et la sécurité*** des États d'accueil;
	Or. pl

Amendement 49
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États d'accueil;	A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des ***régimes, des*** États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, ***en particulier les membres des communautés de la diaspora, les dissidents, les exilés, les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme, les militants politiques, ainsi que leurs réseaux de soutien ou leurs familles,*** portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États d'accueil;
	Or. en

Amendement 50
António Tânger Corrêa, Jaroslav Bžoch

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États d'accueil;	A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États ***membres en tant qu'États*** d'accueil***, qui conservent la responsabilité première de la sécurité intérieure et de l'ordre public***;

Or. en

Amendement 51
Jan Farský

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États d'accueil;	A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée ***et systématique*** par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes ***par des moyens physiques et non physiques***, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États

d'accueil ***et constituant une forme d'ingérence étrangère***;

Or. en

Amendement 52
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence ***ou*** contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire ***à ces personnes ou à ces groupes***, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États d'accueil;	A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence***,*** contraindre***, assassiner ou enlever*** des personnes ou des groupes établis à l'étranger ***ou des membres de leurs réseaux de soutien ou de leur famille***, ou ***pour leur*** nuire ***de toute autre manière***, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États d'accueil;

Or. en

Amendement 53
Marta Temido, Nacho Sánchez Amor, Thijs Reuten, Sandra Gómez López, Chloé Ridel, Andreas Schieder, Matjaž Nemec

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à	A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger ***qui ont un lien national avec***

ces groupes, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États d'accueil;	***l'État auteur, considérés comme représentant une menace pour leurs intérêts***, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États d'accueil;

Or. en

Amendement 54
Engin Eroglu, Helmut Brandstätter, Marjan Šarec, Lucia Yar, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence ***ou*** contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États d'accueil;	A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée***, ciblée et répressive*** par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider, réduire au silence***, enlever,*** contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire ***autrement*** à ces personnes ou à ces groupes, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États d'accueil;

Or. en

Amendement 55
Miriam Lexmann

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les frontières pour intimider,	A. considérant que la répression transnationale est une pratique délibérée***, ciblée et répressive*** par laquelle des États ou leurs mandataires traversent les

réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États d'accueil;	frontières pour intimider, réduire au silence ou contraindre des personnes ou des groupes établis à l'étranger, ou nuire à ces personnes ou à ces groupes, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à la participation démocratique, à l'état de droit et à la souveraineté des États d'accueil;

Or. en

Amendement 56
Nacho Sánchez Amor, Marta Temido, Matjaž Nemec, Chloé Ridel

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que la répression financière transnationale fait référence à la manipulation et à l'utilisation abusive par des gouvernements étrangers ou des acteurs non étatiques alignés de cadres réglementaires financiers internationaux légaux — y compris les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), les législations nationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT), ainsi que les règles de cybersécurité, les traités d'entraide judiciaire et les mécanismes de partage de données connexes — pour réduire au silence, intimider, surveiller et généralement réprimer des personnes et des entités au-delà de leur juridiction territoriale, y compris sur le territoire de l'Union européenne; que la répression financière transnationale implique le gel des avoirs, le désengagement financier et le refus de l'accès bancaire, l'exploitation des renseignements financiers et des données comportementales personnelles, la désinformation ciblée pour nuire à la réputation économique, et des procédures judiciaires à motivation politique sous

prétexte de criminalité financière, de sécurité nationale ou de risque de terrorisme; que ces pratiques privent les personnes et les organisations ciblées de financements et de services financiers et les plongent dans l'exclusion financière; que cette situation entrave leur accès à la défense juridique et compromet leurs moyens de subsistance, leur mobilité et leur capacité à s'engager dans des activités économiques, civiques, politiques, humanitaires et universitaires; que l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (ALBC) constitue un point de sauvegarde clé de l'Union qui doit développer des mécanismes de réaction rapide contre les gels et fermetures abusifs et établir des limites strictes sur le partage de données avec les États auteurs;

Or. en

Amendement 57
Merja Kyllönen

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que la répression transnationale constitue une menace croissante et systématique pour la souveraineté, l'état de droit et les droits fondamentaux de l'Union, en particulier dans les situations où des puissances étrangères cherchent à influencer des personnes présentes sur le territoire de l'Union au moyen de pressions, d'intimidations ou de surveillances; que les approches nationales fragmentées et le manque de coordination entre les États membres compromettent la capacité de l'Union à recenser, à prévenir et à combattre ces actions systématiques de

manière efficace et cohérente; que l'Union européenne est fondée sur des valeurs telles que le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit et le respect des droits de l'homme, et que la protection de ces valeurs exige une réponse cohérente et déterminée aux pressions extérieures exercées sur le territoire de l'Union; que le Service européen pour l'action extérieure, Europol et Eurojust jouent un rôle clé dans la lutte contre les menaces transfrontières et que la coopération entre eux et l'échange d'informations avec les autorités compétentes des États membres doivent être renforcés dans le cadre d'une réponse coordonnée au niveau de l'Union;

Or. en

Amendement 58
Miriam Lexmann

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que le gouvernement chinois poursuit activement la répression transnationale pour réduire au silence les critiques, l'opposition politique et les membres des groupes de la diaspora, y compris au moyen d'opérations clandestines; que les rapports des organisations de défense des droits de l'homme indiquent que la République populaire de Chine est l'auteur le plus prolifique de répression transnationale au niveau mondial, utilisant une boîte à outils sophistiquée de surveillance numérique, de harcèlement des membres de la famille et de tactiques pour provoquer le retour involontaire des personnes; que le gouvernement chinois, selon les rapports des défenseurs des

droits de l'homme, utilise un vaste réseau de postes de police sous couverture et d'autres acteurs mandataires opérant sur le sol européen sans base juridique; que ces réseaux permettent à l'État chinois d'exercer une surveillance généralisée des personnes et de provoquer leur retour involontaire en Chine par la coercition, y compris par des menaces à l'encontre de membres de la famille en Chine, et par des enlèvements physiques; que ces activités représentent une violation flagrante des droits national, européen et international ainsi que de l'intégrité territoriale des États membres de l'Union;

Or. en

Amendement 59
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que la répression transnationale entraîne des dommages durables, souvent invisibles, tels que l'autocensure, le retrait de la vie publique, l'isolement social et l'insécurité à long terme, et qu'elle est trop souvent présentée à tort comme des actes isolés plutôt que comme une stratégie délibérée visant à susciter la peur, à diviser les communautés et à faire taire les dissidents; que l'absence de violence visible n'est pas synonyme de sécurité ou de liberté, car la peur, l'intimidation et la pression économique sont souvent les résultats escomptés qui obligent les individus à limiter ou à cesser leurs activités légitimes; que ces effets cumulatifs nécessitent non seulement une protection immédiate, mais aussi l'accès à des voies de recours efficaces et à des mesures de rétablissement durables, y

compris l'indemnisation, l'aide à la réinstallation et la réinsertion professionnelle;

Or. en

Amendement 60
Engin Eroglu, Helmut Brandstätter, Marjan Šarec, Lucia Yar, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que la loi sur la sécurité nationale (NSL) de Hong Kong de 2020 et l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale (SNSO) de 2024 revendiquent toutes deux une compétence extraterritoriale; que les autorités de Hong Kong ont utilisé ces lois pour pratiquer une répression transnationale, notamment en ciblant des hommes politiques européens, en particulier les députés danois Uffe Elbæk et Katarina Ammitzbøll, en les menaçant de poursuites pénales et en demandant leur extradition, ainsi qu'en délivrant des mandats d'arrêt et des primes contre des militants et des universitaires résidant dans l'Union, et qu'elles se sont publiquement engagées à «poursuivre toute leur vie» et à «ne ménager aucun effort» pour cibler des personnes résidant en dehors de Hong Kong;

Or. en

Amendement 61
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que la répression transnationale est souvent utilisée contre les décideurs et les fonctionnaires européens; qu'en 2022, le groupe russe Wagner, réputé pour assassiner ses opposants à coups de masse, a envoyé des lettres de menace à Andrius Kubilius et Viola von Cramon, députés européens à l'époque, pour leur demander une compensation financière pour leurs interventions en séance plénière; que l'administration américaine a menacé les fonctionnaires de l'Union de sanctions personnelles en cas de maintien des règles numériques de l'Union;

Or. en

Amendement 62
Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que la répression transnationale est un phénomène mondial mis en œuvre par divers acteurs et systèmes politiques, et qu'elle ne devrait pas être considérée uniquement comme une pratique des régimes autoritaires; que les actes ayant des effets extraterritoriaux qui cherchent à réduire au silence ou à limiter l'expression licite à l'étranger peuvent se produire dans des contextes politiques différents et déclencher des mesures de rétorsion de la part de pays tiers, aggravant ainsi les tensions géopolitiques et ébranlant la confiance internationale;

Or. en

Amendement 63
Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que les dissidents, les opposants politiques, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme qui ont obtenu l'asile dans l'Union sont toujours la cible de persécutions, de harcèlement, de violences et de tentatives d'assassinat, et que cette répression vise également les universitaires, les journalistes, les avocats et les défenseurs des droits de l'homme des États membres de l'Union qui font la lumière sur un gouvernement répressif ou autoritaire;

Or. en

Amendement 64
Thijs Reuten

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que tous les citoyens européens, quelle que soit leur origine ethnique ou nationale, jouissent de droits et de protections égaux en vertu de la législation de l'Union, y compris ceux garantis par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne; que les droits individuels de tous les citoyens de l'Union doivent être préservés et défendus par les autorités nationales et européennes compétentes;

Or. en

Amendement 65
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que la répression transnationale s'exerce via un large éventail de méthodes, notamment la violence physique, les enlèvements, les extraditions illégales, les menaces à l'encontre des membres de la famille, l'utilisation abusive de la coopération internationale des services répressifs, la surveillance, les cyberattaques et le harcèlement numérique;

Or. en

Amendement 66
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que des acteurs étrangers ont systématiquement perpétré des répressions transnationales contre des individus et des groupes résidant dans les États membres de l'Union; que les répressions transnationales constituent une menace sérieuse pour la sécurité des sociétés européennes;

Or. en

Amendement 67
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution

Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que l'Union européenne est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'état de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 68
Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que parmi les cibles de répression transnationale se trouvent des milliers de personnalités pro-démocratie qui ont été forcées de fuir leur pays d'origine en raison de la répression nationale;

Or. en

Amendement 69
Alexander Sell

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que la sécurité nationale continue de relever de la seule responsabilité de chacun des États membres;

Or. en

Amendement 70
Engin Eroglu, Helmut Brandstätter, Marjan Šarec, Lucia Yar, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant A ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A ter. considérant qu'en mars 2021, la Chine a imposé des sanctions à des personnes et entités européennes, dont cinq députés au Parlement européen, la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen et le Comité politique et de sécurité du Conseil de l'Union européenne, trois députés nationaux, ainsi que deux universitaires européens, le groupe de réflexion MERICS basé en Allemagne et la Fondation Alliance des démocraties au Danemark; que ces actions illustrent la portée et la détermination de la répression transnationale chinoise, qui vise à punir les individus pour avoir exercé leur droit fondamental à la liberté d'expression et à dissuader l'Union de défendre sa politique étrangère fondée sur des valeurs; que la Chine a décidé en 2025 de lever unilatéralement les «restrictions» à l'encontre des députés au Parlement européen; que 100 citoyens européens sont toujours concernés par les sanctions de mars 2021;

Or. en

Amendement 71
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A ter. considérant que l'utilisation

abusive des outils internationaux de coopération policière et de lutte contre la criminalité est devenue l'une des méthodes systématiques de répression transnationale les plus utilisées par les régimes autoritaires; que le nombre de notices rouges et de diffusions de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) a augmenté de façon spectaculaire au cours de la dernière décennie; que le partage des données d'INTERPOL, y compris pour les notices rouges et les diffusions, peut très dangereusement exposer les personnes ciblées par les acteurs autocratiques;

Or. en

Amendement 72
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A ter. considérant que la répression transnationale touche les individus différemment selon leur sexe, leur orientation sexuelle, leur origine raciale, ethnique ou religieuse, leur statut migratoire et leur situation socio-économique; que les formes de discrimination et les inégalités structurelles qui se croisent dans les pays d'origine et d'accueil peuvent aggraver l'exposition à l'intimidation, à la surveillance et à la coercition, et restreindre davantage l'accès à la protection et aux voies de recours;

Or. en

Amendement 73

Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant A ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A ter. considérant que l'Union doit veiller à ce que ses propres politiques et cadres réglementaires ne créent pas d'effets qui pourraient être perçus comme des tentatives extraterritoriales de contrôle du discours ou du débat politique en dehors de l'Union, étant donné que de telles pratiques peuvent elles-mêmes constituer des formes de pression transnationale et provoquer des actions réciproques contre des citoyens, des entreprises et des institutions européens à l'étranger;

Or. en

Amendement 74
Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant A ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A ter. considérant que le développement rapide des technologies de l'information et de la communication a entraîné une augmentation significative du nombre et de l'ampleur des pratiques de répression transnationale; que l'essor de l'intelligence artificielle (IA) a augmenté de manière exponentielle la portée et l'incidence de la répression transnationale en permettant aux autorités de procéder à la reconnaissance faciale, à l'analyse du comportement et au traitement des données en temps réel;

Or. en

Amendement 75
Alexander Sell

Proposition de résolution
Considérant A ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A ter. considérant que le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure relèvent de la responsabilité des États membres; que l'exercice des pouvoirs de répression pénale, des activités de renseignement et des fonctions consulaires relève principalement de la compétence des États membres;

Or. en

Amendement 76
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A ter. considérant que la répression transnationale sape ces valeurs fondatrices; que la lutte contre la répression transnationale est un élément essentiel de la protection des droits de l'homme dans l'Union, de la promotion des droits de l'homme et de la démocratie dans ses politiques et actions extérieures, et de la défense de la souveraineté et de la sécurité de l'Union;

Or. en

Amendement 77

Miriam Lexmann

Proposition de résolution
Considérant A ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A ter. considérant que la loi sur la sécurité nationale (NSL) de Hong Kong de 2020 et l'ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale (SNSO) de 2024 revendiquent toutes deux une compétence extraterritoriale; que les autorités de Hong Kong ont utilisé ces lois pour pratiquer une répression transnationale;

Or. en

Amendement 78
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant A ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A ter. considérant que les menaces numériques contre la société civile sont considérées comme des violations des droits de l'homme; que la répression transnationale numérique, y compris la surveillance, le piratage informatique, le harcèlement en ligne et les campagnes de désinformation, dépend étroitement des méthodes traditionnelles de répression transnationale;

Or. en

Amendement 79
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A ter. considérant qu'il incombe en premier lieu aux États membres de prévenir les actes de répression transnationale commis sur leur territoire, d'enquêter sur ces actes et d'y répondre efficacement;

Or. en

Amendement 80
Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Considérant A ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A ter. considérant que l'Azerbaïdjan, la Chine, la Turquie et la Russie, entre autres, ont tous pris pour cible des journalistes et des opposants dans l'Union européenne;

Or. en

Amendement 81
Engin Eroglu, Helmut Brandstätter, Marjan Šarec, Lucia Yar, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant A quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quater. considérant que le gouvernement chinois poursuit activement la répression transnationale pour réduire au silence les critiques, l'opposition politique et les membres des groupes de la diaspora, y compris au moyen d'opérations clandestines telles que Fox Hunt et Sky Net; que les rapports des organisations de défense des droits de

l'homme indiquent que la République populaire de Chine est l'auteur le plus prolifique de répression transnationale au niveau mondial, utilisant une boîte à outils sophistiquée de surveillance numérique, de harcèlement des membres de la famille et de tactiques pour provoquer le retour involontaire des personnes; que le gouvernement chinois, selon les rapports des défenseurs des droits de l'homme, exploite un vaste réseau de contacts à l'étranger et d'acteurs mandataires opérant au sein de l'Union européenne sans base juridique; que ces réseaux permettent à l'État chinois d'exercer une surveillance généralisée des personnes et de provoquer leur retour involontaire en Chine par la coercition, y compris par des menaces à l'encontre de membres de la famille en Chine, et par des enlèvements physiques; que ces activités représentent une violation flagrante de l'intégrité territoriale des États membres de l'Union et des droits fondamentaux des personnes placées sous leur protection;

Or. en

Amendement 82
Miriam Lexmann

Proposition de résolution
Considérant A quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quater. considérant qu'en mars 2021, la Chine a imposé des sanctions à des personnes et entités européennes, dont cinq députés au Parlement européen, la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen et le Comité politique et de sécurité du Conseil de l'Union européenne, trois députés nationaux, ainsi que deux universitaires européens,

le groupe de réflexion MERICS basé en Allemagne et la Fondation Alliance des démocraties au Danemark; que ces actions illustrent la portée et la détermination de la répression transnationale chinoise, qui vise à punir les individus pour avoir exercé leur droit fondamental à la liberté d'expression et à dissuader l'Union de défendre sa politique étrangère fondée sur des valeurs; que la Chine a décidé en 2025 de lever unilatéralement les «restrictions» à l'encontre des députés au Parlement européen; que de nombreux citoyens européens sont toujours concernés par les sanctions de mars 2021;

Or. en

Amendement 83
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quater. considérant que la Russie et la Biélorussie, mais aussi l'Iran, la Turquie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et d'autres acteurs autocratiques ont activement utilisé les notices d'INTERPOL pour cibler les dissidents, les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et d'autres groupes à risque, y compris les personnes reconnues comme réfugiés au sein de l'Union — donc déjà considérées comme risquant d'être persécutées — mais qui ont néanmoins été placées en détention à la suite d'une notice rouge; que de telles pratiques portent atteinte à l'acquis de l'Union en matière d'asile et aux articles 18 et 19 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne;

Or. en

Amendement 84
Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Considérant A quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quater. considérant que la Chine a exercé des pressions sur des universitaires pour qu'ils mettent un terme à leurs recherches sur les chaînes d'approvisionnement et le travail forcé au Xinjiang, comme cela a été le cas en février 2025 au Royaume-Uni; que, même si ces interdictions sont finalement levées, elles créent une charge juridique supplémentaire, violent la liberté académique et sapent la confiance entre les universitaires et les institutions de recherche; que les artistes sont également visés par la Chine, dont les missions diplomatiques exigent l'annulation des événements liés à Taïwan;

Or. en

Amendement 85
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quater. considérant que l'Union européenne n'a pas protégé le journaliste Julian Assange, citoyen européen qui a publié des informations reçues de lanceurs d'alerte, de la répression transnationale exercée par les États-Unis et le Royaume-Uni au moyen de procédures d'extradition motivées par des considérations politiques, de tentatives de restitution et de 14 années de détention

arbitraire; regrette l'absence d'intervention de l'Union pour protéger les journalistes et leurs sources;

Or. en

Amendement 86
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant A quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quater. considérant que le régime mondial de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme (la «loi Magnitsky de l'Union») constitue un instrument important pour cibler les personnes et les entités responsables de graves violations des droits de l'homme et d'abus dans le monde, y compris celles qui sont impliquées dans des actes de répression transnationale; que son utilisation efficace et cohérente peut contribuer à la dissuasion, à la responsabilisation et à la protection des droits fondamentaux;

Or. en

Amendement 87
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quater. considérant que les États membres sont touchés par la répression transnationale à des degrés divers et présentent des niveaux variables de sensibilisation, de préparation

institutionnelle et de disponibilité des mécanismes de protection; que les auteurs de ces actes de répression opèrent au-delà des frontières et exploitent ces divergences entre les cadres juridiques et institutionnels nationaux, réduisant ainsi l'efficacité des réponses nationales isolées;

Or. en

Amendement 88
Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant A quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quater. considérant qu'il est essentiel d'établir une distinction claire entre la répression transnationale et la critique légitime, le plaidoyer ou le débat politique au-delà des frontières, y compris la critique des gouvernements, des politiques publiques ou des institutions; qu'en qualifiant à tort de «répression» une prise de parole légitime, il existe un risque de porter atteinte à la liberté d'expression et au pluralisme démocratique;

Or. en

Amendement 89
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quater. considérant que, selon Freedom House, 80 % des cas de répression transnationale sont le fait de

10 pays: la Chine, la Turquie, le Tadjikistan, la Russie, l'Égypte, le Cambodge, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, l'Iran et la Biélorussie;

Or. en

Amendement 90
Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant A quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quater. considérant que la coopération internationale en matière de pratiques de répression transnationale est courante et se produit souvent entre des États d'une même région ou entre des États membres d'une même organisation régionale;

Or. en

Amendement 91
Engin Eroglu, Helmut Brandstätter, Marjan Šarec, Lucia Yar, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant A quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quinquies. considérant que plusieurs États membres de l'Union maintiennent des accords bilatéraux d'extradition avec la République populaire de Chine et Hong Kong; que la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu, le 6 octobre 2022, un arrêt qui a effectivement mis fin à l'extradition d'un ressortissant taïwanais vers la République populaire de Chine; que cette décision faisant jurisprudence, qui est devenue définitive et contraignante pour tous les

États membres du Conseil de l'Europe le 30 janvier 2023, établit effectivement que les extraditions vers la République populaire de Chine constituent une violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme en raison de l'absence de contrôle indépendant et du risque de torture;

Or. en

Amendement 92
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quinquies. considérant que les États-Unis ont imposé des sanctions à Francesca Albanese, rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés et citoyenne européenne, ainsi qu'à des fonctionnaires européens de la Cour pénale internationale (CPI), tels que le juge français Nicolas Guillou, à titre de représailles extraterritoriales contre des rapports critiques sur les droits de l'homme, ce qui constitue une forme de répression transnationale contre les défenseurs européens des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 93
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quinquies. considérant que la recherche ainsi que la jurisprudence européenne en matière de droits de l'homme démontrent que la répression transnationale est une violation des droits de l'homme qui affecte également des individus, des entités et des communautés sur le territoire de l'Union, tout en constituant simultanément une forme d'ingérence étrangère; que les actes de répression transnationale nécessitent des réponses spécifiques, centrées sur les victimes, pour combler les lacunes existantes en matière de protection;

Or. en

Amendement 94
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quinquies. considérant que le régime de Loukachenko en Biélorussie utilise le système de notice rouge d'INTERPOL pour cibler les opposants politiques en exil; que le journaliste, réalisateur et militant politique biélorusse Andreï Gnyot a été détenu en Serbie sur la base d'accusations fiscales forgées de toutes pièces, à la suite d'une notice rouge d'INTERPOL émise par Minsk, avant d'être libéré un an plus tard;

Or. en

Amendement 95
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution

Considérant A quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quinquies. considérant que la Russie a systématiquement commis des actes de répression transnationale, en ciblant les dissidents politiques, les journalistes indépendants, les défenseurs des droits de l'homme, les militants de la société civile et les membres des communautés de la diaspora à l'étranger via des tentatives d'assassinat, des complots d'enlèvement, des intimidations, de la surveillance, des cyberattaques et des campagnes de diffamation;

Or. en

Amendement 96
Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant A quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quinquies. considérant que les conséquences directes de la répression transnationale pour les victimes sont notamment des atteintes à la santé mentale, des risques pour la sécurité physique, la détérioration des relations sociales, des risques financiers et professionnels, des restrictions de mobilité, des remises en cause du statut d'immigration et de citoyenneté, et l'autocensure;

Or. en

Amendement 97
Nathalie Loiseau

Proposition de résolution

Considérant A quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quinquies. considérant que les réponses à la répression transnationale sont entravées par l'absence de cadre global et la fragmentation des réponses nationales; que les États membres devraient garantir leur sécurité et leur permettre de poursuivre leur travail;

Or. en

Amendement 98
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant A quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quinquies. considérant que la répression transnationale affecte directement la souveraineté des États membres de l'Union et leur capacité à assurer la sécurité et à protéger les personnes résidant sur leur territoire;

Or. en

Amendement 99
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexies. considérant que, selon le département de la sécurité de l'État de Lituanie, les services de renseignement russes et biélorusses ont planifié des attaques violentes contre des membres de la communauté biélorusse en Lituanie, et

que des agents russes et biélorusses ont mené des opérations d'information et des opérations psychologiques en Lituanie visant à créer un sentiment d'insécurité au sein de la diaspora biélorusse;

Or. en

Amendement 100
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexies. considérant que la répression transnationale recoupe de multiples domaines politiques, notamment les affaires étrangères, la justice, la sécurité intérieure, les migrations, la politique numérique et la réglementation financière, et que les approches nationales fragmentées ne suffisent pas à répondre à sa nature transfrontière;

Or. en

Amendement 101
Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Considérant A sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexies. considérant que la Russie et la Biélorussie se livrent à une répression transnationale systématique au sein de l'Union, notamment par la surveillance, le cyberharcèlement, l'intimidation des opposants en exil et, dans le cas de la Russie, par des complots d'assassinat et des opérations de

renseignement hostiles;

Or. en

Amendement 102
Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant A sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexies. considérant que les femmes sont confrontées à des formes genrées particulières de répression transnationale, qui se traduisent par des attaques numériques sexualisées et misogynes visant leur identité féminine dans le but de les intimider, de les discréditer et de les décourager de militer;

Or. en

Amendement 103
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexies. considérant que des cyberentreprises liées à Israël et d'anciens officiers de renseignement occidentaux ont servi de mandataires pour faciliter la répression transnationale, notamment en exploitant les cadres GAFI/LBC pour la collecte et le contrôle des données;

Or. en

Amendement 104
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant A sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexies. considérant que les régimes autoritaires utilisent de plus en plus la répression transnationale dans le cadre d'une stratégie plus large d'ingérence étrangère visant à affaiblir les institutions et les sociétés démocratiques;

Or. en

Amendement 105
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexies. considérant qu'Alexandre Litvinenko, ancien officier des services de renseignement russes et critique virulent de Vladimir Poutine, a été empoisonné et tué à Londres en 2006 à l'aide de substances radioactives;

Or. en

Amendement 106
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septies. considérant que la répression transnationale commise sur les territoires des États membres de l'Union interfère directement avec l'espace

démocratique interne de l'Union en réduisant au silence, en fragmentant les communautés et en générant la peur et l'autocensure, tout en sapant l'action extérieure de l'Union en limitant la capacité des personnes résidant dans l'Union à défendre la démocratie, les droits de l'homme et la responsabilité dans les pays tiers;

Or. en

Amendement 107
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septies. considérant que les formes physiques de la répression transnationale comprennent les assassinats, les assassinats ciblés et les tentatives d'assassinat, les agressions, les enlèvements, la détention illégale, les disparitions forcées, les restitutions et les déportations illégales, qui constituent de graves violations du droit international en matière de droits de l'homme et des atteintes directes à la souveraineté de l'État d'accueil;

Or. en

Amendement 108
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septies. considérant que, parmi d'autres pays, la Chine a été le principal

exportateur de technologies numériques autoritaires, notamment d'infrastructures de surveillance, de logiciels espions, d'outils de contrôle des plateformes et d'outils de police basés sur des données, utilisés pour la répression transnationale par des pays autoritaires d'Afrique, d'Asie, des Balkans et d'Amérique latine afin de surveiller et d'intimider les communautés de la diaspora à l'étranger;

Or. en

Amendement 109
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant A septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septies. considérant que les États membres jouent un rôle fondamental dans la prévention, l'enquête et la réponse aux actes de répression transnationale; qu'une coordination renforcée au niveau de l'Union devrait soutenir et compléter, mais non remplacer, les compétences des États membres dans le domaine de la sécurité nationale;

Or. en

Amendement 110
Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Considérant A septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septies. considérant que la Turquie s'est livrée à des actes de répression transnationale à l'encontre d'opposants résidant dans l'Union, y compris la

surveillance des communautés de la diaspora, les pressions exercées par l'intermédiaire de canaux diplomatiques, l'utilisation abusive des demandes d'arrestation internationale, la coercition à l'égard des membres de la famille et la violence physique;

Or. en

Amendement 111
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septies. considérant qu'en mars 2018, l'ancien officier du renseignement militaire russe Sergueï Skripal et sa fille Ioulia ont été visés par un agent neurotoxique Novichok à Salisbury, au Royaume-Uni, dans le cadre d'une tentative d'assassinat;

Or. en

Amendement 112
Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant A septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septies. considérant que de nombreuses victimes de répression transnationale s'abstiennent de signaler les cas de maltraitance en raison de l'inefficacité des forces de l'ordre locales ou de la crainte d'aggraver la situation;

Or. en

Amendement 113
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A octies. considérant que la reconnaissance faciale basée sur l'IA, les plateformes de commandement et de contrôle centralisées, les vastes réseaux 5G, l'intégration de l'identification biométrique, l'analyse prédictive de la police, l'infrastructure de vidéosurveillance à grande échelle et d'autres systèmes peuvent être utilisés pour surveiller et faire pression sur les communautés chinoises d'outre-mer, y compris dans les États membres de l'Union; que ces pratiques ont été associées à des campagnes mondiales de rapatriement plus vastes, telles que l'opération Fox Hunt et les initiatives qui lui ont succédé, visant à contraindre les individus à retourner en Chine — parfois par la contrainte ou des menaces à l'encontre des membres de leur famille;

Or. en

Amendement 114
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A octies. considérant que la répression numérique transnationale comprend le harcèlement en ligne, les menaces directes, la divulgation de données personnelles, le piratage, les cyberattaques, les campagnes de

désinformation, les opérations de diffamation, y compris par l'utilisation de l'intelligence artificielle, et le déploiement de logiciels espions et d'autres technologies de surveillance, afin de surveiller, de profiler, d'intimider ou de réduire au silence des personnes à l'étranger; que ces pratiques sont souvent difficiles à attribuer et restent fréquemment en deçà des seuils criminels traditionnels;

Or. en

Amendement 115
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant A octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A octies. considérant que les citoyens de l'Union européenne qui apportent un soutien politique, organisationnel ou matériel aux groupes dissidents sont également victimes d'actions menées contre eux, comme dans le cas de l'assassinat d'Alejo Vidal-Quadras, perpétré par le régime de Téhéran qui est également responsable d'autres tentatives d'assassinat et d'attentats terroristes contre ses opposants, y compris sur le territoire de l'Union européenne;

Or. en

Amendement 116
Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Considérant A octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A octies. considérant que la République islamique d'Iran a mené une répression transnationale au sein de l'Union, notamment par l'intimidation de journalistes et de dissidents, la cybersurveillance, la contrainte exercée sur des proches en Iran et des complots avérés d'assassinat et d'enlèvement contre des figures de l'opposition sur le sol européen; que ces actions menacent la sécurité publique et violent les droits fondamentaux;

Or. en

Amendement 117
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A octies. considérant que la prise en compte de l'incidence de la répression transnationale sur les droits de l'homme est essentielle pour renforcer la résilience démocratique et la sécurité nationale, par exemple en mettant au jour l'ingérence étrangère et l'activité d'États hostiles sur le sol européen ou en protégeant les espaces démocratiques et les droits fondamentaux;

Or. en

Amendement 118
Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant A octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A octies. considérant que les régimes autoritaires utilisent de plus en plus INTERPOL pour poursuivre, harceler et tenter de renvoyer les opposants vivant à l'étranger, conférant ainsi une légitimité aux régimes répressifs; que le système de notice rouge d'INTERPOL est l'outil clé utilisé par les répresseurs transnationaux;

Or. en

Amendement 119
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A octies. considérant qu'en octobre 2025, les autorités françaises ont arrêté et inculpé quatre personnes dans le cadre d'un complot présumé visant à attaquer le dissident russe Vladimir Ossetchkine, un militant russe des droits de l'homme connu pour avoir documenté les abus commis dans les prisons russes;

Or. en

Amendement 120
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A nonies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A nonies. considérant que les données recueillies au cours de la dernière décennie indiquent une

augmentation constante de l'ampleur, de la portée géographique et de la sophistication de la répression transnationale, y compris le recours croissant à la surveillance numérique, à la contrainte financière, aux contrôles de la mobilité, à l'abus i) des mécanismes de coopération internationale, ii) des réglementations et des cadres de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), ainsi que iii) des règles de cybersécurité élaborées par le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI); que le nombre et les types d'acteurs impliqués dans la répression transnationale ont également augmenté en raison de l'externalisation de la répression à des mandataires tels que des réseaux de criminalité organisée, d'anciens officiers de renseignement de pays occidentaux et des cyberacteurs;

Or. en

Amendement 121
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A nonies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A nonies. considérant que le système de surveillance «Safe City» installé en Serbie et en Republika Srpska (Bosnie-Herzégovine) en coopération avec Huawei comprend des milliers de caméras à haute résolution dotées de capacités de reconnaissance faciale et de plaques d'immatriculation, d'identification biométrique en temps réel et d'analyse centralisée des données; que la Serbie est devenue une plaque tournante pour les journalistes, les dissidents, les défenseurs des droits de l'homme et d'autres personnes fuyant des régimes totalitaires

tels que la Russie et la Biélorussie, avec lesquels la Serbie entretient des liens étroits;

Or. en

Amendement 122
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A nonies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A nonies. considérant que le comité d'enquête biélorusse a ouvert des procédures pénales et des procédures spéciales par contumace à l'encontre de centaines de Biélorusses vivant à l'étranger, notamment ceux qui ont participé à des manifestations en faveur de la démocratie dans plusieurs villes européennes; que les autorités ont menacé ou visé leurs proches par des mesures juridiques ou financières s'ils participaient aux rassemblements de la Journée de la liberté, un événement célébré par l'opposition biélorusse;

Or. en

Amendement 123
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A nonies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A nonies. considérant que les procédures de l'Union en matière d'asile, de visa et de migration peuvent être exploitées par les États auteurs et leurs facilitateurs comme moyen de pression dans de tels cas, en particulier lorsque

l'accès aux documents délivrés par le pays d'origine est requis ou lorsque des interprètes sont utilisés comme mandataires pour intimider ou contraindre les victimes au cours des procédures d'asile et d'immigration, exposant ainsi les personnes visées par la répression transnationale à l'intimidation, à la surveillance ou au retour forcé;

Or. en

Amendement 124
Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Considérant A nonies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A nonies. considérant que les actes de répression transnationale portent atteinte à la souveraineté des États membres et à la sécurité des citoyens de l'Union, constituent des violations graves des droits fondamentaux et du droit international, et représentent un défi direct aux valeurs de l'Union et à la protection des personnes réfugiées; que ces actions portent atteinte à la liberté et contribuent à la manipulation du débat public;

Or. en

Amendement 125
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant A nonies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A nonies. considérant que la répression transnationale est surtout le fait de régimes autoritaires; que les

régimes principalement responsables des actes de répression transnationale sont la Russie, la Chine, l'Iran, Cuba, le Venezuela et le Nicaragua;

Or. en

Amendement 126
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A decies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A decies. considérant que la répression transfrontière exploite fréquemment le fonctionnement ordinaire des systèmes administratifs, financiers, consulaires et migratoires de l'État d'accueil, y compris les contrôles financiers axés sur la conformité, les interactions consulaires de routine, les exigences rigides en matière de documentation et les pratiques fragmentées en matière de traitement des données; que, de ce fait, les institutions et les États membres de l'Union peuvent devenir involontairement des facilitateurs de la répression transnationale, même en l'absence d'intention ou de coopération directe avec les États auteurs de ces crimes; que la lutte contre la répression transnationale nécessite un examen systématique des procédures internes de l'Union et des procédures nationales afin d'éviter qu'elles ne soient exploitées à des fins répressives; que la lutte contre la répression transnationale nécessite donc une approche de l'ensemble du gouvernement et de l'ensemble de la société;

Or. en

Amendement 127
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant A decies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A decies. considérant que Cuba utilise les brigades médicales comme un outil de sa politique étrangère, utilisé pour blanchir son image à l'étranger; que ces médecins sont confrontés à des conditions de travail inhumaines qui s'apparentent à de l'esclavage moderne; que ces médecins se voient retirer leur passeport, n'ont qu'une liberté de mouvement limitée, voire inexistante, sont sous surveillance constante, doivent renvoyer la majeure partie ou la totalité de leur salaire au régime cubain et sont confrontés à des obstacles qui les empêchent de voyager avec leur famille ou de la voir; que le régime applique également des mesures punitives sévères pour les médecins qui tentent de partir plus tôt ou de s'échapper;

Or. en

Amendement 128
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A decies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A decies. considérant que la répression transnationale numérique présente souvent une dimension sexospécifique, les défenseuses des droits de l'homme, les journalistes femmes, les avocates et les militantes faisant l'objet de menaces sexualisées, de harcèlement misogyne et d'abus en ligne fondés sur le sexe, et que les personnes LGBTIQ+ sont également ciblées de manière

disproportionnée; que ces attaques exploitent fréquemment des récits patriarcaux, raciaux et religieux bien ancrés afin de faire taire les dissidents au-delà des frontières et de renforcer les inégalités structurelles existantes;

Or. en

Amendement 129
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A decies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A decies. considérant que la République islamique d'Iran a une longue et brutale histoire de répression transnationale en Europe; qu'un général de brigade iranien à la retraite, Mohsen Rafikdust, a accusé Téhéran des assassinats de l'ancien premier ministre iranien Shapur Bakhtiar et du commandant militaire Gholam Ali Oveissi en France il y a plus de 30 ans, ainsi que du meurtre de Fereidun Farrokhsad, critique du gouvernement, en Allemagne en 1992;

Or. en

Amendement 130
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A decies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A decies. considérant que la Chine a systématiquement pris pour cible les personnes qui critiquent le Parti communiste chinois (PCC) et ses

politiques, les communautés tibétaine et ouïghoure, les adeptes du Falun Gong et les militants des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 131
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant A undecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A undecies. considérant que le régime de Maduro a activement commis des actes de répression transnationale; qu'en 2024, le régime de Maduro a assassiné un ancien officier militaire vénézuélien, Ronald Ojeda, à Santiago du Chili; qu'en 2023, des agents du contre-espionnage vénézuélien auraient enlevé un ancien capitaine militaire près de la frontière entre le Venezuela et la Colombie et l'auraient ramené au Venezuela; qu'en octobre 2025, deux exilés vénézuéliens — le militant des droits de l'homme Yendri Omar Velásquez Rodríguez et le consultant politique Luis Alejandro Peche Arteaga — ont été blessés par balle à Bogota, en Colombie; que le militant étudiant Pablo Parada a échappé de justesse à une tentative d'enlèvement à Bogota (mars 2024) qu'il attribue à des agents des services de renseignement vénézuéliens; que le régime Maduro a également eu recours à des outils juridiques et policiers pour harceler les critiques au niveau international au-delà des attaques physiques qui ciblent les individus au niveau international, y compris: tenter de manipuler les notices d'INTERPOL pour détenir des dissidents vénézuéliens à l'étranger et harceler ou intimider des personnes (par exemple, des militants, des journalistes) au moyen de la surveillance

en ligne ou de mécanismes juridiques; que les dissidents politiques en exil sont également confrontés à la peur et aux menaces constantes du régime de Maduro, même lorsqu'ils se trouvent à l'étranger;

Or. en

Amendement 132
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A undecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A undecies. considérant que la répression transnationale est largement sous-déclarée, y compris au sein de l'Union, car les victimes de la répression transnationale craignent souvent des représailles contre les membres de leur famille, se méfient des autorités en raison d'expériences antérieures dans des contextes autoritaires, ou craignent que la dénonciation ne compromette leur statut de migrant ou de demandeur d'asile; que cette sous-déclaration affecte de manière disproportionnée les femmes, les personnes LGBTIQ+ et les membres des minorités raciales, ethniques et religieuses, qui peuvent être confrontés à une stigmatisation, une discrimination ou des préjugés institutionnels supplémentaires lorsqu'ils demandent de l'aide;

Or. en

Amendement 133
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A undecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A undecies. considérant que la République islamique d'Iran accuse souvent les personnes qui ont commis l'apostasie, notamment lorsqu'elles se sont converties au christianisme, d'avoir «agi contre la sécurité nationale»; que les autorités affiliées au Corps des gardiens de la révolution islamique auraient surveillé et menacé des convertis chrétiens iraniens résidant dans les États membres de l'Union; que des pratiques similaires ont été signalées par des groupes islamistes d'Afghanistan et du Pakistan;

Or. en

Amendement 134
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A undecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A undecies. considérant que les individus et les communautés ciblés par la répression transnationale sont également des premiers intervenants clés qui ont une connaissance unique des tactiques répressives, des réseaux d'intermédiaires et de l'évolution des schémas de risque; qu'un engagement significatif avec les communautés touchées est donc essentiel pour une prévention efficace, une alerte précoce et l'élaboration de contre-stratégies durables;

Or. en

Amendement 135
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A undecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A undecies. considérant que l'opération Fox Hunt, menée par la Chine, a ciblé des personnes résidant à l'étranger, y compris en Europe, en utilisant des mesures coercitives destinées à les pousser à rentrer en Chine ou à cesser leurs activités politiques;

Or. en

Amendement 136
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A duodecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A duodecies. considérant que la répression transnationale a une incidence grave et durable sur les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes, les avocats et les militants politiques, ainsi que sur les membres de leur famille; que la répression transnationale entraîne souvent des dommages et des traumatismes invisibles à long terme, notamment la peur et l'autocensure, le retrait de la participation civique et politique, l'isolement social et une insécurité juridique, économique et psychologique persistante, qui absorbent souvent beaucoup de temps et d'énergie, restreignent la liberté d'expression et d'association et amènent les personnes visées à réduire ou à abandonner leur travail et leurs activités civiques; qu'elle est souvent décrite à tort comme une série d'incidents isolés plutôt que comme une stratégie soutenue visant des

communautés entières pour semer la peur, le traumatisme et la fragmentation; que l'absence de violence physique ou de harcèlement manifeste ne doit pas être assimilée à la sécurité ou à la liberté, car les effets susmentionnés sont souvent le résultat escompté de la répression transnationale;

Or. en

Amendement 137
Antonio López-Istúriz White

Proposition de résolution
Considérant A duodecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A duodecies. considérant que le cas de Winnye Nayelia Bernard Canales, une défenseuse des droits de l'homme d'origine africaine, illustre ce schéma; qu'en juin 2018, elle s'est vu refuser l'entrée au Nicaragua et qu'en 2022, lorsqu'elle a demandé une copie de son acte de naissance, elle a été informée que son nom n'apparaissait pas dans les registres publics, ce qui indiquerait la suppression arbitraire de son acte de naissance; que, selon le GHREN, Bernard Canales n'a pas été informée et n'a pas connaissance d'une quelconque procédure judiciaire à son encontre; et que ces faits, documentés par ce groupe, l'ont placée dans une situation d'apatridie de fait, d'exil et de vulnérabilité juridique, dans le cadre d'un schéma plus large de répression contre les personnes qui s'opposent au gouvernement ou sont perçues comme telles;

Or. en

Amendement 138

Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A duodecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A duodecies. considérant que depuis 1999, le PCC mène une répression systématique contre les adeptes du Falun Gong; qu'en août 2025, Leung Chun-ying, vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois et ancien chef de l'exécutif de Hong Kong, a menacé les adeptes de Falun Gong qui exerçaient pacifiquement leurs droits à la liberté de réunion et d'expression à Helsinki;

Or. en

Amendement 139
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A duodecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A duodecies. considérant que les migrants LGBT+ en Europe sont souvent la cible d'actes de répression transnationale de la part des régimes autoritaires de leur pays d'origine ainsi que leur famille et leurs proches, via des poursuites judiciaires, de surveillance, de menaces à l'encontre du bien-être physique et de harcèlement; que les institutions européennes sont de plus en plus conscientes de ce problème, mais la protection reste inégale;

Or. en

Amendement 140

Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A duodecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A duodecies. considérant que des recherches indépendantes et des mécanismes des Nations unies ont mis en évidence des cas dans lesquels des acteurs opérant dans les États membres de l'Union ont facilité ou rendu possible la répression transnationale, notamment au moyen de technologies de surveillance, d'une utilisation abusive des cadres juridiques et de campagnes de désinformation numérique;

Or. en

Amendement 141
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A terdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A terdecies. considérant que les plateformes en ligne sont devenues des espaces opérationnels centraux pour les régimes autoritaires et leurs mandataires pour surveiller, harceler, menacer et soumettre à un chantage des opposants politiques et d'autres groupes à risque, voire ordonner leur assassinat; que les plateformes grand public telles que WeChat, Telegram, Facebook, X et d'autres sont utilisées pour suivre les dissidents qui participent à des manifestations ou expriment leurs opinions d'une autre manière;

Or. en

Amendement 142
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A terdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A terdecies. considérant que le 31 juillet 2025, les gouvernements de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la Finlande, de la France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Tchéquie, et ont publié une déclaration commune condamnant les tentatives des services de renseignement iraniens de tuer, d'enlever et de harceler des personnes sur leur territoire, y compris des journalistes, des dissidents et des membres de la diaspora;

Or. en

Amendement 143
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A terdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A terdecies. considérant que le refus des services consulaires affecte non seulement les défenseurs des droits de l'homme et les militants politiques, mais aussi leurs familles, notamment en laissant les enfants sans nationalité reconnue ou sans documents d'identité légaux valides, et en exposant les femmes à des risques accrus de dépendance économique, d'insécurité juridique et de violence fondée sur le genre;

Or. en

Amendement 144
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A terdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A terdecies. considérant que la sécurisation de la répression transnationale est utilisée pour justifier l'expansion des infrastructures de surveillance numérique (y compris le «contrôle des conversations» et certaines formes d'application du règlement sur les services numériques), qui ont une incidence disproportionnée sur les migrants, les activistes et les communautés de la diaspora;

Or. en

Amendement 145
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A quaterdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quaterdecies. considérant que, le 15 juillet 2025, le Conseil a imposé des sanctions au titre du régime mondial de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme à l'encontre de personnes et d'entités liées aux autorités iraniennes pour leur implication dans des complots d'assassinat et des activités d'intimidation visant des dissidents à l'étranger, y compris sur le territoire de l'Union;

Or. en

Amendement 146
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A quaterdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quaterdecies. considérant que la Russie, y compris la Tchétchénie, a une longue histoire de meurtres transnationaux en Europe, notamment en Allemagne et au Royaume-Uni; que les escadrons de la mort tchétchènes, qui seraient fidèles à Ramzan Kadyrov, ont été impliqués dans la traque et l'assassinat de dissidents tchétchènes dans toute l'Europe;

Or. en

Amendement 147
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A quaterdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quaterdecies. considérant que des sociétés israéliennes telles que NSO Group ont exporté Pegasus et des logiciels espions similaires vers des États responsables de répression transnationale affectant des individus dans l'Union, permettant ainsi la surveillance numérique et la coercition par procuration à l'encontre de dissidents et de journalistes;

Or. en

Amendement 148
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A quaterdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quaterdecies. considérant que ces pratiques ont des conséquences à long terme sur les droits à l'identité, à la vie familiale, à l'éducation et à la protection contre la violence, et qu'elles exacerbent la vulnérabilité des familles concernées dans les États d'accueil;

Or. en

Amendement 149
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A quindecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quindecies. considérant qu'en l'absence d'approches cohérentes, tenant compte des risques et centrées sur les victimes, les mesures de lutte contre la répression transnationale peuvent rester fragmentées et inégales d'un État membre à l'autre; qu'une telle fragmentation peut, dans la pratique, exacerber l'insécurité pour les personnes et les communautés touchées, notamment en augmentant l'exposition, la visibilité ou la vulnérabilité à la coercition par les États d'origine;

Or. en

Amendement 150
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution

Considérant A quindecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quindecies. considérant que le «Sovereign Cloud» d'Amazon Web Services en Europe, malgré les affirmations de localisation des données, reste soumis à la «CLOUD Act» américaine et à d'autres lois de surveillance américaines, exposant potentiellement les données sensibles de l'Union à des demandes liées à la répression transnationale et transitant par des autorités ou des intermédiaires américains;

Or. en

Amendement 151
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A quindecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quindecies. considérant que les services de renseignement russes ont activement approché les utilisateurs de Telegram et d'autres plateformes en ligne pour les inciter à commettre des meurtres et des activités terroristes, souvent dirigés contre la diaspora russe et les opposants politiques;

Or. en

Amendement 152
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A quindecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quindecies. considérant que, selon Freedom House, entre 2014 et 2024, plus de 25 % des gouvernements dans le monde se sont livrés à des actes de répression transnationale, 1 219 incidents physiques directs ayant été recensés dans 103 pays cibles;

Or. en

Amendement 153
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A sexdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexdecies. considérant qu'AWS, par son offre Sovereign Cloud, risque d'amplifier la répression transnationale en permettant le profilage numérique et le harcèlement à l'échelle de l'Union; qu'il existe le risque de complicité involontaire du fait de l'accès des agences américaines de renseignement et de maintien de l'ordre, et qu'il demande dès lors l'interdiction immédiate de son utilisation par les autorités publiques et les organisations de la société civile;

Or. en

Amendement 154
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A sexdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexdecies. considérant que la

répression transnationale, bien qu'elle ne soit pas nouvelle en tant que telle, est un phénomène en évolution qui englobe un large éventail de méthodes physiques, juridiques, financières, administratives, liées à la cybersécurité numérique et fondées sur des mandataires, souvent utilisées en combinaison et adaptées pour exploiter les lacunes juridiques, technologiques et institutionnelles, et qui ne cesse de s'étendre;

Or. en

Amendement 155
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A sexdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexdecies. considérant que la Russie utilise activement la stratégie des «kompromats» et des «pièges à miel» pour recueillir des informations préjudiciables sur des individus — souvent des personnalités politiques, des chefs d'entreprise, des dissidents ou des fonctionnaires étrangers — et les utiliser pour les intimider, les manipuler ou les soumettre à un chantage, y compris ceux qui vivent à l'étranger;

Or. en

Amendement 156
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant A sexdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexdecies. considérant qu'il n'existe

actuellement aucune définition établie au niveau de l'Union de ce qui constitue une répression transnationale;

Or. en

Amendement 157
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A septdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septdecies. considérant que les rapporteurs spéciaux des Nations unies ont exprimé leur inquiétude quant à l'utilisation signalée des logiciels espions Pegasus et Candiru contre des représentants politiques catalans, des membres du Parlement européen et des acteurs de la société civile dans l'affaire dite du «CatalanGate», notant l'ampleur, la sophistication et la nature de la surveillance axée sur les minorités, et mettant en garde contre son effet dissuasif sur la liberté d'expression, de réunion et de participation des minorités; que l'opacité du marché des logiciels espions et le refus des vendeurs de coopérer avec les mécanismes de contrôle ont compliqué l'attribution, mais les éléments disponibles indiquent l'implication probable d'acteurs étatiques, ce qui suscite de vives inquiétudes quant à l'obligation de rendre des comptes et à la possibilité de favoriser la répression transnationale au sein de l'Union;

Or. en

Amendement 158
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A septdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septdecies. considérant que les formes physiques de répression transnationale comprennent les assassinats et les tentatives d'assassinat, les agressions, les enlèvements, la détention illégale, les disparitions forcées, les restitutions et les déportations illégales, qui constituent de graves violations du droit international en matière de droits de l'homme et des atteintes directes à la souveraineté de l'État d'accueil;

Or. en

Amendement 159
Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant A septdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septdecies. considérant que le règlement sur les services numériques fournit des outils permettant de traiter certains aspects de la répression transnationale, notamment en ce qui concerne le harcèlement coordonné et la désinformation, et qu'il n'a pas été conçu spécifiquement pour la répression par des États étrangers ciblant des individus;

Or. en

Amendement 160
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A octodecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A octodecies. considérant que les rapporteurs spéciaux des Nations unies et d'autres mécanismes des Nations unies en matière de droits de l'homme ont décelé un vaste ensemble de restrictions illégales, discriminatoires et disproportionnées à la défense des droits du peuple palestinien en Europe occidentale et en Amérique du Nord, y compris l'utilisation abusive de cadres antiterroristes, d'interdictions générales de manifestations et de symboles, de mesures disciplinaires et administratives, et de pratiques de modération du contenu numérique; que de telles mesures soulèvent des inquiétudes quant à leur effet dissuasif sur l'espace civique et leur intersection potentielle avec des schémas de répression transnationale;

Or. en

Amendement 161
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A octodecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A octodecies. considérant que la répression transnationale numérique comprend le harcèlement en ligne, les menaces directes, la divulgation de données personnelles, le piratage, les cyberattaques, les campagnes de désinformation, les opérations de diffamation, y compris par l'utilisation de l'intelligence artificielle, et le déploiement de logiciels espions et d'autres technologies de surveillance, afin de surveiller, de profiler, d'intimider ou de réduire au silence des personnes à l'étranger; que ces pratiques sont souvent

difficiles à attribuer et restent fréquemment en deçà des seuils criminels traditionnels;

Or. en

Amendement 162
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A novodecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A novodecies. considérant que les procédures spéciales des Nations unies et les organisations indépendantes de défense des droits de l'homme ont exprimé leur inquiétude quant à l'utilisation abusive des cadres de sécurité et de lutte contre le terrorisme, des technologies de surveillance et des mesures administratives, d'une manière qui pourrait contribuer à des schémas de répression transnationale ou faciliter le ciblage des activistes au-delà des frontières; que, ces dernières années, une augmentation de ces pratiques a été observée en ce qui concerne les militants pro-palestiniens, les défenseurs des droits de l'homme et les organisations de la société civile, notamment par le biais de désignations, de restrictions de financement, de harcèlement et de campagnes de désinformation numérique, ce qui suscite des inquiétudes quant à l'effet paralysant sur l'espace civique et la protection transfrontière des droits fondamentaux au sein de l'Union européenne;

Or. en

Amendement 163
Hannah Neumann

au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A novodecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A novodecies. considérant que la répression transnationale numérique présente souvent une dimension sexospécifique, les défenseuses des droits de l'homme, les journalistes femmes, les avocates et les militantes faisant l'objet de menaces sexualisées, de harcèlement misogyne et d'abus en ligne fondés sur le sexe, et que les personnes LGBTIQ+ sont également ciblées de manière disproportionnée;

Or. en

Amendement 164
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A vicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A vicies. considérant que les entreprises de médias sociaux et les plateformes en ligne jouent un rôle important dans la configuration de l'environnement en ligne pour les défenseurs et les militants des droits de l'homme, et que des pratiques de modération des contenus et des mécanismes de notification et d'action inadéquats, des suspensions de compte et une suppression algorithmique basée sur des systèmes de recommandation hyperpersonnalisés ont parfois entraîné la limitation ou la suppression de contenus licites relatifs aux droits de l'homme; que l'absence de mécanismes efficaces de réaction rapide à la divulgation de

données personnelles et au harcèlement ciblé en ligne expose les défenseurs à des risques accrus d'intimidation, de surveillance et d'aggravation de la répression transnationale;

Or. en

Amendement 165
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A vicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A vicies. considérant que les acteurs privés, y compris les entreprises technologiques, les institutions financières et les fournisseurs de services de surveillance, ont la responsabilité, en vertu des normes internationales, y compris les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, de faire preuve de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et d'éviter de causer des effets négatifs sur les droits de l'homme, d'y contribuer ou d'y être directement liés, et considérant que l'absence d'évaluation adéquate des risques dans les contextes à haut risque peut équivaloir à une complicité des entreprises dans la répression transnationale;

Or. en

Amendement 166
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A unvicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

A unvicies. considérant que la répression transnationale génère des dommages psychologiques cumulatifs et complexes, notamment une anxiété chronique, une hypervigilance, un isolement social, une rupture des relations familiales et un traumatisme à long terme affectant à la fois les personnes ciblées et leurs proches; que ces préjudices sont souvent aggravés par des facteurs qui se recoupent, notamment le sexe, la race, la religion, l'orientation sexuelle, le statut migratoire et la précarité socio-économique, et que les institutions de l'État d'accueil manquent souvent de mécanismes dotés de ressources suffisantes, culturellement compétents et tenant compte des traumatismes, capables de répondre efficacement à ces incidences multiples;

Or. en

Amendement 167
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A unvicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A unvicies. considérant que la prolifération et l'utilisation abusive de logiciels espions commerciaux, en particulier de logiciels espions très intrusifs, et de technologies de surveillance avancées, y compris l'intelligence artificielle, ont permis la surveillance à distance, le suivi et le ciblage des personnes concernées, facilitant d'autres formes de répression transnationale et constituant une menace sérieuse pour les droits fondamentaux, les processus démocratiques et l'intégrité électorale;

Or. en

Amendement 168
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A duovicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A duovicies. considérant que des acteurs étrangers malveillants abusent des vulnérabilités ouvertes dans les appareils afin d'infiltrer les communications personnelles ou professionnelles et que de nombreux cas au cours des dernières années ont montré que l'Union n'est pas équipée contre l'infiltration d'appareils par des logiciels espions; que des logiciels espions ont été utilisés par des acteurs étrangers pour surveiller des dissidents et des fonctionnaires; que la surveillance croissante des défenseurs des droits de l'homme devrait être considérée comme une forme de répression transnationale ou de coercition permise par la surveillance;

Or. en

Amendement 169
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A duovicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A duovicies. considérant que les victimes de la répression transnationale se heurtent à des obstacles importants lorsqu'elles cherchent à obtenir des comptes et des réparations de la part d'acteurs privés impliqués dans les

technologies de surveillance, les plateformes numériques, la conformité financière ou le traitement des données, en raison de la fragmentation juridictionnelle, de l'opacité des entreprises, des asymétries en matière de preuves et de l'accès limité à des mécanismes de réclamation judiciaires et non judiciaires efficaces;

Or. en

Amendement 170
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A tervicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A tervicies. considérant que les fournisseurs de services numériques, les médias sociaux et autres plateformes en ligne, les sociétés privées de logiciels espions et d'autres sociétés technologiques sont parfois devenus des facilitateurs importants de la répression transnationale, notamment par l'utilisation abusive et le respect excessif des règles de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme du GAFI;

Or. en

Amendement 171
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A quatervicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

A quatervicies. considérant que la coercition par procuration constitue une forme répandue et particulièrement préjudiciable de répression transnationale, impliquant des menaces, le harcèlement, la détention ou la punition de membres de la famille ou d'associés restés dans le pays d'origine, ainsi que l'utilisation d'événements ou d'organisations de la diaspora — y compris des églises et des institutions alignées sur l'État ou affiliées à l'État opérant à l'étranger — pour permettre la surveillance et l'intimidation des membres de la communauté, infligeant ainsi de graves préjudices psychologiques et créant des incitations à l'autocensure; que la coercition par procuration peut également impliquer que les membres des communautés de la diaspora soient contraints de mener des activités répressives au nom de l'État, ce qui fait d'eux à la fois des victimes et des instruments de la répression transnationale;

Or. en

Amendement 172
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A quinvicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quinvicies. considérant que les limitations juridictionnelles et la nature extraterritoriale de ces pratiques rendent la coercition par procuration particulièrement difficile à prévenir, à documenter et à poursuivre pour les pays d'accueil, ce qui contribue de manière significative à la réticence des victimes à signaler les incidents;

Or. en

Amendement 173
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A sexvicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexvicies. considérant que les États qui pratiquent la répression transnationale abusent fréquemment des mécanismes de coopération internationale et juridique, y compris les demandes d'extradition et d'information, les mécanismes de partage de données, l'entraide judiciaire, les cadres de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de cybersécurité du GAFI, ainsi que les notices ou diffusions d'INTERPOL utilisées dans le cadre de leur mise en œuvre, pour localiser, détenir ou renvoyer de force des personnes pour des motifs politiques, malgré les interdictions explicites d'abus politiques prévues par le droit international, ce qui rend parfois les États de l'Union complices de répression transnationale lorsqu'ils ne prennent pas les mesures nécessaires pour empêcher cet abus; qu'en particulier, les notices mauves et argent d'INTERPOL sont conçues comme des outils opérationnels sans possibilité de recours individuel ou de révision pour les personnes concernées, ce qui facilite leur utilisation abusive dans le cadre de la répression transnationale;

Or. en

Amendement 174
Hannah Neumann

au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A septvicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septvicies. considérant que la répression transnationale s'appuie de plus en plus sur l'utilisation abusive des systèmes judiciaires et répressifs des États membres, notamment via des procédures pénales ou civiles abusives («usage stratégique du droit») et de l'usure procédurale financée par des États autoritaires ou leurs mandataires; que, même lorsque les victimes obtiennent gain de cause, l'indemnisation est souvent symbolique, tardive ou non appliquée;

Or. en

Amendement 175
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A octovicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A octovicies. considérant que les États auteurs recourent à des formes de répression transnationale administratives et fondées sur la mobilité par le biais de la surveillance et de la coercition exercées par les missions diplomatiques ou consulaires, notamment en annulant ou en refusant de renouveler les passeports, en refusant les services consulaires, en révoquant la nationalité, en délivrant des mandats d'arrêt extraterritoriaux ou en restreignant de toute autre manière l'accès aux documents de voyage et d'identité, contraignant ainsi les personnes à entrer en contact avec les autorités consulaires ou empêchant les

déplacements transfrontières;

Or. en

Amendement 176
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A novovicies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A novovicies. considérant que la répression transfrontière financière implique l'utilisation abusive des normes du GAFI en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme pour diffuser de fausses allégations et déclencher des gels de comptes et des retraits bancaires fondés sur la conformité, et qu'elle cible la société civile, les groupes de la diaspora, les concurrents commerciaux, les donateurs, ainsi que les entités soutenant l'aide humanitaire, les libertés civiles, la recherche indépendante et le monde universitaire; que ces pratiques privent les personnes et les organisations concernées de financements et de services financiers, entraînent le gel des avoirs, restreignent l'accès à un conseil juridique et à une défense efficace dans les procédures judiciaires, et compromettent leurs moyens de subsistance, leur mobilité et leur capacité à s'engager dans des activités économiques, civiques, politiques et académiques;

Or. en

Amendement 177
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A tricies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A tricies. considérant que les procédures de l'Union en matière d'asile, de visa et de migration peuvent être exploitées par les États auteurs et leurs facilitateurs comme moyen de pression dans de tels cas, en particulier lorsque l'accès aux documents délivrés par le pays d'origine est requis ou lorsque des interprètes sont utilisés comme mandataires pour intimider ou contraindre les victimes au cours des procédures d'asile et d'immigration, exposant ainsi les personnes ciblées par la répression transnationale à l'intimidation, à la surveillance ou au retour forcé; que les États auteurs se livrent également à des actes de répression transnationale en cherchant à obtenir le retour illégal d'un de leurs ressortissants en agissant par l'intermédiaire d'autres États pour que la personne soit renvoyée de force ou «expulsée», soit sans procédure juridique formelle, soit via une procédure juridique, telle que l'extradition ou l'expulsion;

Or. en

Amendement 178
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A untricies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A untricies. considérant que les recherches commandées par le Parlement et les séries de données indépendantes démontrent que la répression transnationale est un phénomène mondial, avec au moins 44 États auteurs,

environ 3,5 millions de personnes en danger, et des cas documentés dans plus de 100 pays, selon les recherches de Freedom House; que, dans le même temps, un nombre limité d'États sont responsables d'une part disproportionnée des incidents de répression transnationale documentés dans le monde et au sein de l'Union européenne;

Or. en

Amendement 179
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A duotricies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A duotricies. considérant que les recherches commandées par le Parlement démontrent que la majorité des incidents de répression transnationale documentés impliquent une coopération entre les États d'origine et les États d'accueil ou l'exploitation d'environnements faibles en matière d'état de droit, notamment par l'utilisation abusive des cadres d'extradition, des systèmes de migration, de la coopération des services répressifs et des organisations internationales;

Or. en

Amendement 180
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A tertricies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

A tertricies. considérant que la répression transnationale est souvent regroupée au niveau régional, ce qui indique l'existence de cadres de coopération formels ou informels et de pratiques partagées entre les États auteurs et ceux qui les soutiennent, y compris l'application réciproque de la répression à l'encontre des communautés exilées, des citoyens et des entités européens;

Or. en

Amendement 181
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A quatertricies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quatertricies. considérant que la Russie figure parmi les auteurs les plus agressifs de répression transnationale dans le monde et qu'elle est responsable du plus grand nombre d'incidents documentés au sein de l'Union de tous les pays d'origine, en recourant à des pratiques telles que l'assassinat, la tentative d'assassinat, la surveillance et le harcèlement numériques, l'intimidation des communautés de la diaspora, la stigmatisation, les procédures judiciaires par contumace, la coercition par procuration et les menaces à l'encontre des membres de la famille, ainsi qu'à l'instrumentalisation systématique des mécanismes internationaux de coopération juridique, financière, en matière de cybersécurité et d'application de la loi; que la Biélorussie mène des activités de répression transnationale à une échelle alarmante, y compris sur le territoire de l'Union, notamment en abusant des mécanismes d'INTERPOL, en refusant de délivrer des documents de

voyage, en utilisant des logiciels espions et en recourant à des pratiques consulaires coercitives;

Or. en

Amendement 182
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A quintricies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quintricies. considérant que la République populaire de Chine est responsable de la campagne de répression transnationale la plus complète et la plus systématique au monde et qu'elle a mis en place une infrastructure extraterritoriale dense, comprenant des institutions alignées sur l'État ou affiliées à l'État opérant à l'étranger, des postes de police à l'étranger, des organisations de la diaspora, des médias et des réseaux numériques, afin d'identifier, de surveiller, d'intimider et de contraindre les individus au sein des communautés de la diaspora, leurs donateurs par la surveillance numérique, le harcèlement, les menaces juridiques, la répression financière, l'utilisation abusive des mécanismes d'INTERPOL, les retours forcés et l'intimidation de la famille;

Or. en

Amendement 183
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A sextricies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sextricies. considérant que l'Iran poursuit depuis longtemps à l'étranger ceux qu'il perçoit en tant qu'opposants, avec des opérations dirigées aux plus hauts niveaux de l'autorité de l'État et exécutées par le ministère du renseignement et le Corps des gardiens de la révolution islamique, y compris sa Force Qods, en utilisant des tactiques telles que les assassinats, les enlèvements, les disparitions forcées, les menaces crédibles de violence, la répression transnationale numérique et l'externalisation de la répression à des groupes criminels organisés et à d'autres mandataires;

Or. en

Amendement 184
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A septtricies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septtricies. considérant que le Tadjikistan est régulièrement classé parmi les principaux auteurs d'actes physiques de répression transnationale à l'encontre de militants politiques et de journalistes, employant des tactiques telles que le harcèlement des parents et des associés, les restrictions de mobilité, la surveillance, conduisant parfois à la détention arbitraire à l'arrivée des militants expulsés par les États membres de l'Union, la diffamation via les médias d'État et les attaques physiques telles que les agressions, les assassinats et les disparitions forcées; que la République d'Azerbaïdjan prend pour cible les journalistes et autres défenseurs des droits

de l'homme en exil, les soumettant à une surveillance, à des agressions physiques et à des tentatives d'assassinat sur le territoire de l'Union;

Or. en

Amendement 185
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A octotricies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A octotricies. considérant que les services de renseignement et les acteurs liés à l'État de pays tels que la Turquie, l'Égypte, le Maroc et l'Inde ciblent de plus en plus les communautés de la diaspora au sein de l'Union européenne afin de recenser, de surveiller et de discréditer les personnalités de l'opposition; que, malgré leur désignation par la Commission européenne comme «pays d'origine sûrs», plusieurs pays, dont la Turquie, l'Égypte et le Maroc, figurent parmi les principaux auteurs de répression transnationale touchant des personnes résidant dans l'Union européenne; que des sources parlementaires et de la société civile font état d'une escalade dans l'utilisation de la répression transnationale par les États d'Afrique du Nord et de la région MENA au sens large; que les cadres de coopération régionale en matière de sécurité, y compris le Conseil des ministres arabes de l'intérieur (CMAI), ont parfois été utilisés à mauvais escient dans ce contexte; que l'Égypte a des antécédents bien documentés en matière de poursuite d'opposants présumés à l'étranger via des refus de services consulaires, de la coercition par procuration à l'encontre de membres de

la famille et de l'abus extraterritorial des lois antiterroristes et des mécanismes de coopération; que l'Arabie saoudite s'est livrée à des actes de répression transnationale à l'encontre de ses ressortissants tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union, notamment par le biais d'enlèvements, de disparitions forcées, de coercition par procuration, de surveillance, d'utilisation abusive des notices d'INTERPOL et de formes de répression fondées sur l'appartenance sexuelle; que la répression transnationale par l'Algérie a récemment augmenté, ciblant les dissidents pacifiques à l'étranger — notamment en France, en Tunisie et en Espagne par la surveillance, le harcèlement, l'enlèvement et les demandes d'extradition — ainsi que le ciblage des parents ou des sympathisants dans le pays, et les interdictions de voyager pour les militants qui reviennent temporairement pour des raisons personnelles;

Or. en

Amendement 186
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A novotricies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A novotricies. considérant que le Cambodge, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Érythrée, le Nicaragua, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Rwanda, la Thaïlande, la République démocratique populaire lao, le Viêt Nam et l'Ouganda figurent parmi les États les plus fréquemment identifiés comme auteurs de répression transnationale dans le monde; que la République socialiste du Viêt Nam poursuit à l'étranger ceux qu'elle perçoit

en tant qu'opposants, en recourant à des tactiques telles que les enlèvements, l'intimidation et les menaces de violence, la surveillance et la répression transnationale numérique;

Or. en

Amendement 187
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A quadragies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quadragies. considérant que certains États auteurs s'appuient de plus en plus sur des mandataires — notamment des institutions financières militarisées, d'anciens officiers de renseignement de pays occidentaux, des groupes criminels organisés, des réseaux de cybercriminalité, des acteurs de la surveillance privée et des intermédiaires communautaires informels — pour mener des activités de répression transnationale, ce qui permet de mieux nier les faits, de compliquer l'attribution des responsabilités et d'affaiblir l'obligation de rendre des comptes;

Or. en

Amendement 188
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A unquadragies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A unquadragies. considérant que

l'Union européenne manque actuellement d'une définition commune, de mécanismes complets de collecte de données et d'une approche institutionnelle coordonnée à l'échelle de l'Union pour lutter contre les actes de répression transnationale;

Or. en

Amendement 189
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A duoquadragies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A duoquadragies. considérant que la répression transnationale est largement sous-déclarée, y compris au sein de l'Union, car les personnes visées par la répression transnationale craignent souvent des représailles contre les membres de leur famille, se méfient des autorités en raison d'expériences antérieures dans des contextes autoritaires, ou craignent que la dénonciation ne compromette leur statut de migrant ou de demandeur d'asile;

Or. en

Amendement 190
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A terquadragies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A terquadragies. considérant que les obstacles supplémentaires au signalement

comprennent le manque de sensibilisation et de formation des forces de l'ordre et des autorités administratives, l'absence de mécanismes de signalement accessibles et tenant compte des traumatismes, les barrières linguistiques et les effets psychologiques cumulés d'une intimidation, d'une surveillance et d'un harcèlement soutenus;

Or. en

Amendement 191
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A quaterquadragies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quaterquadragies. considérant que de nombreuses formes de répression transnationale — y compris le harcèlement numérique, la coercition par procuration, la répression financière et l'intimidation administrative — sont rarement prises en compte dans les statistiques officielles en raison de leur nature secrète, ce qui signifie que les données disponibles ne reflètent qu'une fraction de l'ampleur réelle du phénomène;

Or. en

Amendement 192
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A quinquadragies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

A quinquadragies. considérant que de nombreux pays d'accueil de l'Union ne parviennent pas à traiter et à capturer les actes de répression transnationale en deçà du seuil criminel;

Or. en

Amendement 193
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A sexquadragies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A sexquadragies. considérant que cette sous-déclaration structurelle entraîne un déficit persistant de protection pour les victimes et les communautés ciblées par la répression transnationale, nuit à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et à la responsabilisation, et contribue ainsi à la poursuite de l'utilisation de la répression transnationale par les États auteurs, avec un risque limité d'exposition ou de conséquences;

Or. en

Amendement 194
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A septquadragies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A septquadragies. considérant que les tactiques de répression transnationale exploitent souvent les zones grises entre les agences et les départements et que la

plupart des États membres ne disposent pas d'une coordination suffisante en matière de répression transnationale au niveau central, ainsi qu'entre le niveau central et les niveaux subnationaux;

Or. en

Amendement 195
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant A octoquadragies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A octoquadragies. considérant que la proposition actuelle de bouclier démocratique européen ne fait aucune mention de la répression transnationale, y compris de son incidence dévastatrice et de l'absence de recours efficaces pour préserver la compétitivité, l'intégrité financière, les libertés civiles et l'état de droit, en particulier lorsque les auteurs ou les facilitateurs sont des États membres de l'Union européenne;

Or. en